

Communiqué

Vendredi 23 octobre à Trappes puis à la Verrière, un homme a ouvert le feu et tué Pengo Bossio Wangi, blessant 5 autres personnes dont une enfant de 12 ans.

Il s'agit d'un acte raciste.

De ce crime raciste est responsable en premier lieu cet individu nourri d'une idéologie suprémaciste et raciste.

Mais même si Macron est venu dénoncer cet acte, nous le disons clairement, la politique du gouvernement Macron de restrictions du droit au séjour des travailleurs immigrés, des mesures contre les étudiants étrangers, les propos de membres du gouvernement contre les « racailles » venues des « quartiers », a créé une atmosphère de haine qui a débouché sur l'acte raciste de Trappes.

Dans une telle situation rien n'est plus urgent que la réalisation de l'unité de toutes les composantes de la classe ouvrière et des milieux populaires, contre les politiques de division et le racisme.

Rien n'est plus urgent que la réalisation de l'unité pour combattre les attaques qui frappent la composante immigrée de la classe ouvrière, de l'unité pour toutes activités de défense des libertés démocratiques, notamment la liberté de manifester, aujourd'hui menacée par le gouvernement Macron.

Rien n'est plus urgent que la réalisation de l'unité pour combattre les politiques d'austérité, de casse des services publics, des droits sociaux qui frappent tous les travailleurs, pour combattre pour le départ de Macron, tout de suite, maintenant.

Notre Comité départemental assure la famille de Pengo Bossio Wangi, les blessés et leurs proches, la population de Trappes et de La Verrière, de son soutien et de sa solidarité.

Justice devra être faite sur cet acte raciste, cette tragédie.

Le 24 octobre.